

Argentine: manifestation à 33 ans du coup d'Etat militaire

26-03-2009

Environ 35 mille personnes se sont mobilisées Place de Mai à 33 ans du coup d'Etat du 24 mars 1976. Les organisations regroupées dans la Rencontre Mémoire, Vérité et Justice a prit la tête de la marche derrière la consigne "Assez d'impunité et de répression". Elles ont dénoncé que plus de 95 pour cent des assassins sont toujours impunis et qu'il existe encore plus de 400 enfants de disparus appropriés. De la même manière, elles ont réclamé l'apparition en vie de Jorge Julio López.

A 33 ans du coup d'Etat militaire qui a instauré une dictature, des milliers de personnes se sont mobilisés - encore une fois - pour faire sentir leur répudiation mais, aussi pour exiger justice par tous les détenus - disparus. "Nous sommes ici pour cela aujourd'hui, sur cette Place, nous levons les drapeaux de nos 30.000 compagnons détenus - disparus, nous revendiquons leurs idéaux et continuons leur lutte", ont dit les organisations qui intègrent la Rencontre Mémoire, Vérité et Justice. "Malgré ce que dit le Gouvernement, à plus de cinq ans et demi de l'annulation des lois d'impunité, 95 pour cent des génociteurs sont libres. Et le 5 pour cent qui est condamné ou inculqué l'est pour un nombre minimal de victimes et de plus, la majorité n'est pas en prison ou est détenue dans des conditions scandaleuses dans des countries (quartiers résidentiels fermé) ou une dépendance militaire", ont-elles dénoncé.

De plus, elles ont fait référence à la dispute entre le Pouvoir exécutif et le Judiciaire pour la responsabilité de la paralysation des inculpations des répresseurs de la dernière dictature. "Nous n'admettons pas cette fausse polémique entre la Cour et le Gouvernement. Nous savons et dénonçons que les responsables sont les juges et le gouvernement", ont déclaré les centaines de groupes qui forment la Rencontre. Pour cette raison, ils ont exigé la prison commune et effective de tous les génociteurs. Ils ont dénoncé que l'État n'a pas de politique pour restituer l'identité à plus de 400 jeunes appropriés. De la même manière, encore une fois, ils ont réclamé l'apparition en vie de Jorge Julio López. "Malgré ce que le Gouvernement dit, l'impunité a permis que ces génociteurs en liberté séquestre López qui aujourd'hui, deux ans et demi après, est toujours disparu". Il n'a pas manqué de mention à la crise internationale. Ils ont laissé en évidence qu'au-delà d'un discours en faveur des Droits de l'homme, le gouvernement approfondit les augmentations de tarifs, qu'il a un nombre exorbitant de prisonniers et d'inculpés politiques ainsi qu'il donne son approbation aux licenciements et aux suspensions de travailleurs. "Que la crise ne la continuons pas de payer les travailleurs et le peuple", ont-ils demandé. Anred, 25 mars 2009.http://anred.org/article.php3?id_article=2901 Traduit par <http://amerikenlutte.free.fr>